

LA DÉFENSE
DES DROITS
DE L'HOMME

Donne-moi à manger et je te fais ce que tu veux

Omontele Hugo Koukpolou

Barreau du Bénin

Treize ans, exsangue de faim et au bord du désespoir, telle une carcasse sur patte, elle errait depuis des jours dans les rues de Caracas avec pour seul aliment à déglutir sa propre salive. Alors, quand sur son chemin elle rencontra Mauricio, elle ne put prononcer que cette phrase, dont chaque mot était habité et hanté par le désespoir et la faim qui la consumaient : « *Donne-moi à manger et je te fais ce que tu veux.* » En réponse, Mauricio lui tendit une banane et lui fit défense de recommencer, quoique malheureusement convaincu que son injonction était vaine.

Cette fillette de 13 ans, évoquée par Mauricio dans un article de Laurence Debray intitulé « Venezuela, le pays qui laisse mourir de faim ses enfants », paru dans *Paris Match* le 20 janvier 2018 et dont l'anonymat y est préservé pour sa sécurité, sera baptisée pour la circonstance *Desesperacion*, c'est-à-dire « désespoir ». À l'âge de la candeur, *Desesperacion* a perdu sa pudeur. Elle est prête à troquer son innocence contre la pitance quotidienne.

Treize ans, c'est pourtant l'âge auquel les petites filles chérissent leurs poupées. Une poupée ? un luxe bien trop grand ! *Desesperacion* n'y pense pas.

Treize ans, c'est pourtant l'âge auquel on commence à avoir des rêves, devenir médecin, architecte ou encore avocat, un avenir noble et radieux auquel *Desesperacion* ne peut songer, car de futur elle ne peut envisager.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du jury, Mesdames et Messieurs, 13 ans dans la réalité de *Desesperacion*, c'est l'âge auquel il faut échapper aux geôles du besoin par tous les moyens dans un Venezuela qui manque de pain, d'électricité, d'eau, de médicaments, en un mot, qui manque d'un peu de tout.

La figure de *Desesperacion* est la plus emblématique du drame humanitaire qui se joue au Venezuela.

Hugo l'a rendu prospère, Nicolas l'a rendu austère. Entre Chavez et Maduro, la petite Venise de l'Amérique, naguère splendide, est devenue sordide, un véritable geyser de besoins.

Et pourtant, le président Franklin Delano Roosevelt a érigé en liberté fondamentale depuis 1941 dans son discours dit des « Quatre Libertés », la liberté de vivre à l'abri du besoin. À *l'abri du besoin* est également l'une des toiles les plus célèbres du peintre américain Norman Rockwell qui, inspiré par Roosevelt, a su mettre en image cette liberté fondamentale mais méconnue, en symbolisant par sa copieuse dinde, au menu de l'agape familiale, l'abondance dans le partage.

De l'abondance, *Desesperacion* aussi en a, mais fort malheureusement une abondance de besoin. Le besoin crée un manque qui nous empêche de vivre convenablement et même parfois de survivre tout simplement. Vivre dans le besoin, c'est ne pas pouvoir manger à sa faim, c'est ne pas pouvoir boire à sa soif ; vivre dans le besoin, c'est être privé des soins de base, c'est subir les contingences de l'indigence, être l'otage d'un quotidien où l'on manque de tout et dans lequel les racines des pissenlits se suggèrent plus souvent à l'appétit qu'un plat de raviolis.

Le besoin nous enchaîne donc et il faut absolument s'en émanciper. La liberté de vivre à l'abri du besoin est l'une des plus fondamentales, qui innerve la Déclaration universelle des droits de l'homme et dont découlent force droits de l'homme. C'est l'assurance que personne n'est laissé dans le dénuement et privé d'accès aux biens et services de premières nécessités, déclare Mary Kalemkerian du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Malheureusement, déplore-t-elle, compte tenu de la façon dont le monde fonctionne, il y aura toujours des gens qui ont plus et d'autres qui ont moins. Et si les derniers, dont la petite *Desesperacion*, sont les créanciers de la liberté de vivre à l'abri du besoin, il est important d'en identifier les débiteurs pour en assurer le recouvrement, forcé, au besoin.

À ce propos, le président Roosevelt, évoquant pour la première fois la liberté de vivre à l'abri du besoin, précisait qu'elle implique, sur le plan mondial, l'instauration d'accords économiques pour que chaque nation puisse assurer à ses habitants une vie saine. Le précurseur de la liberté de vivre à l'abri du besoin imputait ainsi à la communauté internationale la responsabilité de maintenir chacun de ses membres à l'abri du besoin. Il n'y a donc plus de doute, les débiteurs qui doivent garantir l'effectivité de la liberté de vivre à l'abri du besoin sont clairement identifiés : c'est d'abord l'État, mais ensuite, c'est vous, c'est moi, c'est nous. Nous sommes les débiteurs interdits d'insolvabilité de ces créanciers du bien-être et du minimum vital. Le monde entier est débiteur de cette créance dont l'urgence du recouvrement se fait sentir encore plus au Venezuela, peuplé de plus en plus de *Desesperacion*.

Nous ne pouvons donc plus nous taire face au désarroi de Maribelle, habitante de Caracas révélée au monde ce soir du 15 avril 2018 dans le magazine *Sept à huit*¹, qui, à l'instar de milliers de Vénézuéliens, ne peut plus se procurer de farine au supermarché pour nourrir sa famille, la denrée étant devenue fantôme dans les rayons. Nous ne pouvons plus rester cois face à la détresse de Mauricio, professeur d'université qui a vu son salaire chuter de 1 200 euros à 4 euros et qui survit difficilement : « *La priorité est de ne pas mourir. Mais j'ai perdu toute dignité* », se désole-t-il. Nous ne pouvons plus rester les bras croisés face à ce jeune de 23 ans, avec un travail stable pourtant, qui confie dans un reportage de l'ONG Réseaux d'Aide, être obligé de se sacrifier en mangeant des ordures dans les poubelles le soir en sortant du boulot, pour ne pas être une bouche de plus à nourrir à la maison. « *J'ai honte, c'est humiliant... Je le fais par besoin, mais personne ne devrait vivre cela* », se lamente-t-il. Comment fermer les yeux face à tous ces Vénézuéliens dont Laurence Debray expose la situation dans *Paris Match* qui ont perdu en moyenne 8 kilos en un an. Oui, désormais, quand on voit un ami qui a maigri, on lui dit : « *Tiens, tu fais le régime Maduro* », triste boutade. Nous ne pouvons plus rester insensibles face à l'augmentation de respectivement 30 % et 65 % des mortalités infantile et maternelle dans les hôpitaux vénézuéliens

¹ Émission d'information hebdomadaire diffusée sur la chaîne française TF1. [N.D.E.]

sans équipements et sans médicaments ou encore rester passifs face à l'impuissance de ces Vénézuéliens qui, au milieu de cette inflation insensée et des dévaluations successives, se voient plafonner par l'État le montant maximal de retrait par jour au guichet à 10 000 bolivars, soit moins d'un centime d'euro. Nous ne pouvons définitivement plus rester indifférents face au drame d'Ana qui a dû vendre ses longs cheveux pour pouvoir offrir de la viande à son fils le soir de Noël.

Le Venezuela est un État en faillite dont le gouvernement s'obstine pourtant à refuser toute aide, même celle du secours catholique (Caritas), au nom du principe de la non-ingérence dans les affaires internes des États. Or chaque fois qu'une vie est menacée, chaque fois que la dignité humaine est en jeu, nous devons penser à « l'intérêt supérieur de la personne humaine ». Aucun principe donc, pas même celui de la non-ingérence dans les affaires internes de l'État ne peut avoir primauté sur la sauvegarde de la vie et de la dignité humaine.

Le refus d'assistance d'un État défaillant dans la mise en œuvre de la liberté de vivre à l'abri du besoin ne peut alors constituer un frein à la communauté internationale dans l'accomplissement de son devoir de suppléance de celui-ci, dans un contexte où, accablées par le besoin, des milliers de personnes et surtout des femmes et des enfants perdent la vie chaque jour et où si rien n'est fait, la petite *Desesperacion* risque fort de voir sa vertu emportée à sa prochaine proposition indécente. La léthargie de la communauté internationale est la violation de trop qui ensevelirait le peuple vénézuélien dans la tombe du besoin.

Il faut donc soutenir le Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui a adopté le 27 septembre 2018 une résolution historique sur le Venezuela, demandant à son gouvernement « d'accepter l'aide humanitaire² ». Celle-ci marque un pas important dans le devoir qui incombe à l'humanité, mais il est nécessaire d'aller au-delà pour forcer l'aide et sauver des vies dans cette cage à besoin qui retient en captivité *Desesperacion*. Ricardo Hausmann, ancien ministre du Venezuela, préconise donc à raison l'intervention d'une force militaire régionale de coalition comme ultime solution pour mettre

² Résolution sur la promotion et la protection des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela (A/HRC/39/L.1/Rev.1), adoptée par 23 voix pour et 7 voix contre, dont le Venezuela, avec 17 abstentions. [N.D.E.]

fin à cette famine qui touche des milliers de personnes.

Nous devons donc réagir, mais encore agir, pour que recule le besoin au Venezuela et partout dans le monde où il se fait sentir. Le besoin n'a pas de nationalité, il ne connaît pas de frontière, il n'a ni couleur ni race, il est toujours plus proche qu'on ne le pense. Tenez, au Nigeria, tout près de ma terre natale, le Bénin, la situation des femmes du mouvement Knifar, affamées et privées brusquement de tout depuis le 18 avril 2018, sans raison, dans le camp de déplacés qu'elles ont rejoint en quête de sécurité en 2017, est alarmante et témoigne de l'universalité du besoin qui appelle une aide internationale systématique.

Il nous faut alors tout braver pour ne pas revivre l'horreur du « triangle de la faim » au Soudan, qui dans un contexte d'essoufflement de la solidarité internationale a livré en 1994, par l'objectif du photographe sud-africain Kevin Carter, le tristement célèbre cliché nommé *Le Vautour et l'enfant*³ où l'on pouvait voir un enfant squelettique, épuisé de faim, prostré au sol et guetté par un vautour qui attendait patiemment la mort de sa future proie pour passer à table. La petite Desesperacion a besoin de notre aide pour ne pas figurer en 2019 dans une version actualisée de ce cliché, comme victuaille de ce rapace. Chaque besoin primaire d'un citoyen non couvert par son État est un débit au passif de la communauté internationale, qu'elle se doit obligatoirement d'apurer.

Espéranza, « Espoir », c'est ainsi que je t'appellerai dorénavant petite *Desesperacion*, car oui, j'ose croire que ma voix portera au-delà de Caen pour que, au nom de « l'intérêt supérieur de la personne humaine », s'active, au besoin par la contrainte, la chaîne de solidarité internationale en ta faveur et pour le Venezuela. Du haut de cette tribune, j'ai alors envie de chanter ici et maintenant, *Gloria al Bravo Pueblo*, l'hymne nationale du Venezuela, (« Gloire à toi, brave peuple »), « *Espera, la ayuda viene*⁴ », tiens bon, l'aide arrive !

³ Intitulée en réalité *La Fillette et le vautour*, cette image prise au Soudan en 1993 et publiée par le *New York Times* le 26 mars 1993 a valu à Kevin Carter (1960-1994) le prix Pulitzer en 1994 de la meilleure photo de l'année. [N.D.E.]

⁴ Cette phrase ne figure pas dans l'hymne vénézuélien. [N.D.E.]